

Impact de la crise du Coronavirus sur l'économie informelle et sur les dépenses de consommation des ménages au Maroc

Impact of the Coronavirus crisis on informal economy and on consumption expenditures of the households in Morocco

FASLY Hakima

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales – Mohammedia

Université Hassan II

Laboratoire de recherche en Intelligence Stratégique

Maroc

faslyhakima66@icloud.com

WAKACH Sara

Doctorante

Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales – Mohammedia

Université Hassan II

Laboratoire de recherche en Intelligence Stratégique

Maroc

wakach.sara@gmail.com

Date de soumission : 13/12/2020

Date d'acceptation : 17/02/2021

Pour citer cet article :

FASLY H. & Wakach S. (2021) « Impact de la crise du Coronavirus sur l'économie informelle et sur les dépenses de consommation des ménages au Maroc » Revue Internationale du chercheur «Volume 2 : Numéro 1» pp : 137 - 159

Résumé :

Après avoir envahi le monde entier, le Coronavirus a chamboulé toutes les économies y compris celles des pays les plus avancées et a causé un bilan de conséquences d'ordre sanitaire et économique. Le Maroc n'a pas été épargné de l'épidémie et a subi à son tour des répercussions suite aux mesures de confinement strictes adoptées afin de limiter la propagation de la pandémie. Par conséquent, presque tous les secteurs ont été impactés, que ce soit en économie formelle ou informelle, ce qui a causé un effondrement de la croissance économique dans notre pays, ainsi qu'une baisse des revenus des ménages assez importante et donc une diminution de leurs dépenses de consommation. Ces dernières ont fait l'objet d'une analyse descriptive dans le présent article. Dans l'objectif d'atténuer l'impact du confinement, le Maroc a alors adopté un ensemble de mesures visant essentiellement à aider les personnes vulnérables à surmonter cette crise économique.

Mots clés : Conséquences économiques ; pandémie ; confinement ; économie informelle ; dépenses de consommation.

Abstract :

After invading the whole world, the Coronavirus shook all the economies even in the most developed countries, and caused a heavy assessment of health and economic consequences. The Moroccan kingdom didn't make the exception and has also been hit by the pandemic and has also suffered impacts due to the strict lockdown measures that were adopted by the government in order to protect the people and limit the spread of the virus. Therefore, almost all the industries were impacted whether in formal or informal economy, which has caused a terrific decline of the economic growth in our country as well as an important decrease of the households revenues and consequently of consumption expenditures of which we conducted a descriptive analysis in this article. In the aim of reducing the impact of the lockdown measures, Morocco adopted a set of actions to essentially help vulnerable and poor people overcome this economic crisis.

Key words : Economic consequences ; pandemic ; lockdown ; informal economy ; consumption expenditures.

Introduction

Les pays du monde entier ont passé une année assez particulière marquée par la propagation d'une pandémie causant le gel des activités de tous secteurs confondus. Après l'apparition de l'épidémie de la Covid-19 le 1er Décembre 2019 à Wuhan en Chine, devenue pandémie après quelques mois seulement, dévoilant ainsi l'un des risques inconsidérés de la mondialisation, le monde entier a été soumis à de strictes mesures de confinement. Par conséquent, ces dernières ont causé une forte récession dans les quatre coins du monde.

Ne faisant pas l'exception du reste du monde, le Maroc s'est vite mobilisé et a également adopté de strictes mesures de confinement suite à un bilan faisant seulement 66 cas au 20 Mars 2020. Le Royaume a été salué pour sa réaction aussi rapide vis-à-vis de la pandémie, dans le but de limiter la propagation du virus.

Cependant, ces mesures ont eu des retombées assez lourdes tant bien sur l'économie formelle que sur l'économie informelle. Ces conséquences se sont directement manifestées sur la régression du Produit Intérieur Brut (PIB), la réduction des valeurs ajoutées d'un bon nombre de secteurs touchés par la pandémie, l'augmentation du taux de chômage ainsi que la diminution des dépenses de consommation des ménages.

Afin de redresser cette situation calamiteuse, le Maroc a déployé une panoplie d'efforts en guise de riposte face à ces retombées économiques dans l'objectif de protéger la population de ces effets, plus particulièrement celle en situation précaire, y compris les travailleurs en économie informelle.

Ainsi, notre préoccupation primordiale lors de cette étude est de répondre aux interpellations suivantes : Quelles sont les conséquences de cette crise sanitaire sur l'économie mondiale et nationale ? A quel point l'économie informelle a-t-elle été impactée ? Quelles retombées sur les dépenses de consommation des ménages ? Et quelles sont les mesures adoptées pour atténuer les conséquences de cette crise sanitaire et économique ?

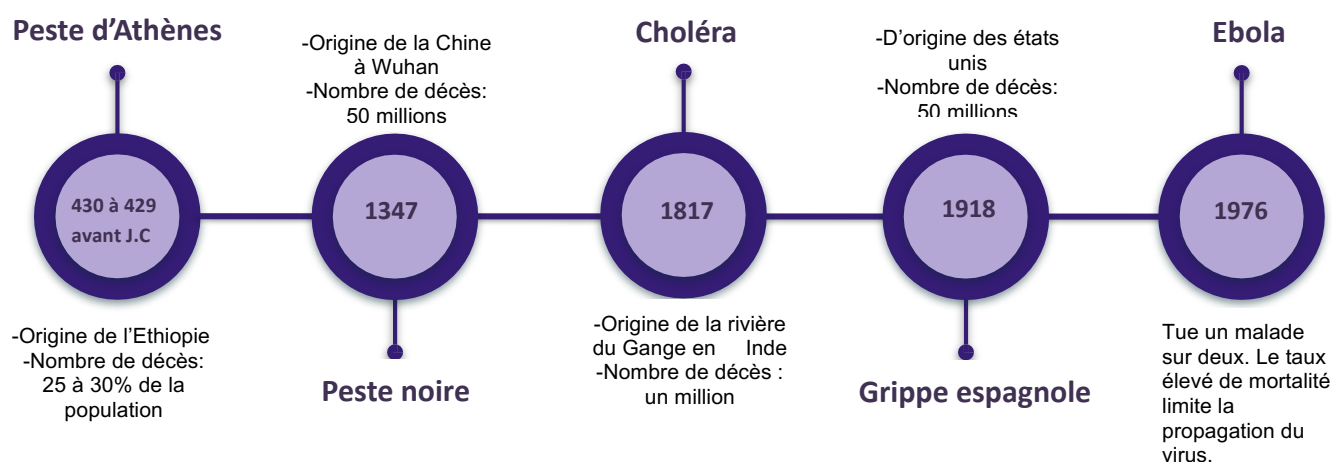
Afin de répondre à ces questions, nous allons présenter dans un premier lieu les conséquences économiques de la Covid-19 à l'échelle mondiale. Dans un deuxième temps nous allons discuter de celles à l'échelle nationale en économie formelle et informelle. Ensuite, nous allons effectuer une analyse descriptive des dépenses de consommation des ménages en temps de pandémie. Puis, nous allons procéder à la présentation de la stratégie de riposte du Maroc face auxdites conséquences. Après nous allons présenter les travaux de certains chercheurs relatifs à la crise économique et sanitaire et enfin proposer des recommandations d'ordre stratégique afin de remédier à la situation actuelle.

1. Retombées de la crise de la pandémie du Coronavirus sur l'économie mondiale :

L'histoire humaine a connu une succession de pandémies et d'épidémies ayant fortement impacté le monde dans tous les domaines. De la peste d'Athènes apparue en période antique (-430 à -426 avant J.C), passant par la peste noire propagée en période médiévale et la grippe espagnole qui a éclaté au 20ème siècle, jusqu'au Coronavirus apparu en 2019. Ces pandémies ont laissé derrière elles des millions de morts ainsi que des économies fragilisées causées principalement par les coûts lourds du système de santé liés aux traitements médicaux, l'absentéisme et les mesures d'isolement social qui impactent directement la productivité, ainsi que la consommation de la population affaiblie par la diminution des revenus des ménages.

Dans son livre « Le retour des épidémies », Auriane Guilbaud présente l'histoire des épidémies et des pandémies résumée dans le schéma ci-dessous :

Figure N°1 : Histoire des épidémies



Source : Auriane Guilbaud (2015), *Le retour des épidémies*

Face aux ravages qu'ont fait ces pandémies, et afin de limiter la propagation des virus, des mesures ont été adoptées notamment la mise en quarantaine, privilégiant ainsi la santé des citoyens à l'économie des pays.

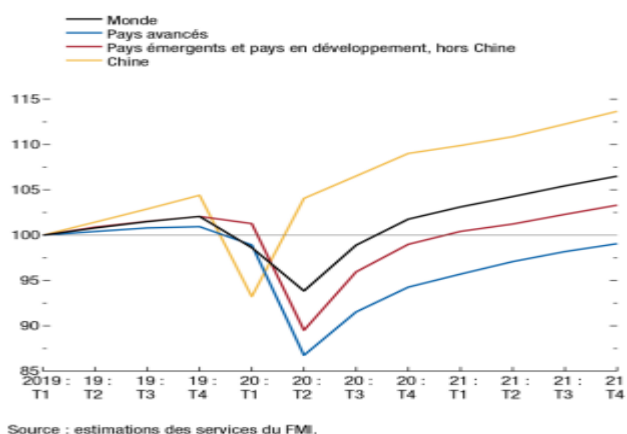
Des mesures semblables de confinement ont été adoptées en l'an 2020 suite à la propagation du Coronavirus dans le monde entier, qui ont eu de graves conséquences tant au niveau macro que microéconomique. L'Organisation de coopération et de développements économiques

(OCDE) estime que chaque mois de confinement entraîne 2% de baisse annuelle des économies nationales. (OCDE, 14 avril 2020).

Selon la Banque Mondiale, le PIB mondial aurait une baisse de 5,2% en 2020. Il s'agit de la plus forte régression enregistrée depuis la deuxième guerre mondiale. Selon le gouvernement japonais, le pays a enregistré un effondrement sans précédent de son PIB de 7,8% lors du deuxième trimestre. Quant aux Etats unis, première économie mondiale, selon l'OCDE, le PIB a chuté de 1,3% au premier trimestre et de 9.5% au deuxième. En ce qui concerne le vieux continent, la chute du PIB atteint 12,1% et de 11,9% respectivement dans la zone euro et dans l'Union Européenne d'après Eurostat, l'office européen de statistiques. Cette crise s'est propagée jusqu'en Asie centrale, notamment en Inde où le PIB a dégringolé de 23,9%, et en Amérique du Sud, où la première économie du continent, le Brésil, a vu son PIB s'effondrer à 9,7% entre Avril et Juin, d'après l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE). (Eurostat, Juillet 2020).

Le graphique ci-dessous publié par le Fonds Monétaire International (FMI) illustre bien la fluctuation du PIB mondial trimestriel durant l'année 2020, ainsi que l'estimation de ce dernier en 2021.

Figure N°2 : Evolution du PIB en 2020 et estimation de celui-ci en 2021



Les marchés financiers ainsi que les marchés des produits de base ont été significativement affectés.

Selon le Fonds Monétaire International (FMI), une forte chute a été enregistrée au niveau des cours des actions et des cours du pétrole. De plus, les écarts de taux sur les marchés de crédit ont connu une augmentation importante. Afin de maintenir la stabilité financière, les banques centrales se sont précipitées à assouplir leur politique monétaire en baissant leurs taux

directeurs. Elles ont également opté pour l'apport des liquidités supplémentaires au système financier. Suite à ces mesures, les conditions financières se sont adoucies par rapport au premier trimestre, d'après la mise à jour du rapport sur la stabilité financière dans le monde publié par le FMI en Juin 2020. (Kuma, J. K., 2020)

Le bilan des conséquences des fermetures sectorielles est lourd pour l'activité des entreprises et donc pour les productions nationales. Dans son rapport sur les conséquences économiques de la pandémie Covid-19, la commission de l'économie et de la sécurité de l'assemblée parlementaire de l'OTAN relève que les activités les plus affectées sont le tourisme, le secteur aéronautique, les commerces de détail, l'industrie textile ainsi que l'industrie automobile. L'impact des mesures du confinement sur ces activités varie d'un pays à un autre, selon les secteurs porteurs de chaque économie. (OTAN, 2020)

Cette dégringolade est une conséquence directe de la baisse importante des dépenses de consommation, nous en parlerons dans le présent article dans la troisième partie.

Parmi les premiers secteurs victimes de la Covid19, on trouve le secteur du tourisme et celui de l'industrie aéronautique. Vu que les voyages sont la première cause de la propagation de la maladie, nombreux étaient les pays qui ont choisi de restreindre la mobilité des personnes par la fermeture des frontières. Ces mesures ont eu des conséquences directes sur le tourisme, l'hôtellerie, l'activité des compagnies aériennes, etc. Par conséquent, cette gelée d'activité s'est répercutée sur l'économie nord-américaine et européenne, étant donné que les leaders du secteur aéronautique aux états unis et en Europe, Boeing et Airbus, ont vu leurs avions cloués au sol. (OTAN, 2020).

On prend également exemple du secteur automobile, qui non seulement a été impacté par la diminution de la demande, mais aussi par la fermeture des usines. Les ventes de voiture ont connu une chute de 55%, comparant à l'exercice précédent.

La Covid-19 a aussi eu un effet non négligeable sur le secteur énergétique. Vu la quasi absence des déplacements en période de confinement, la demande énergétique des pays en confinement total a été réduite de 25% par semaine, et de 18% pour celle des pays en confinement partiel, souligne l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans un rapport spécial publié en fin Avril 2020. (AIE, 2020).

Du côté du marché de travail, la pandémie a eu des effets directs sur les travailleurs dans le monde entier du secteur formel ou informel. Selon Bank Al Maghrib, le taux de chômage a

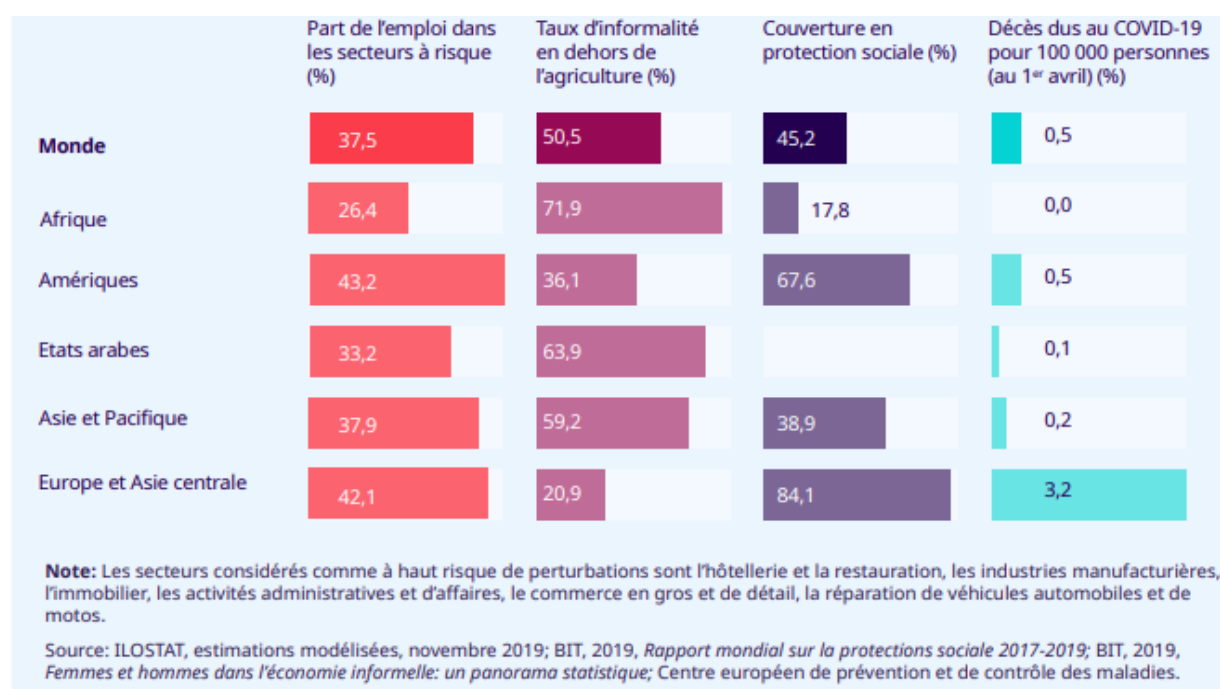
atteint son pic aux Etats Unis au mois d'Avril, puis a baissé à 8,4% en Août et à 7,9% en Septembre. Quant à la zone euro, il a augmenté à 8,1% en Août. (Bank Al Maghrib, 2020).

La catégorie de travailleurs ayant été le plus touchée est celle des travailleurs à bas revenus. S'agissant d'une couche sociale vulnérable vivant à la base dans la précarité, cette proportion de la population s'est fragilisée encore plus à l'ère du Coronavirus.

Les Nations Unis, sous la direction de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), précisent dans la note de synthèse : le monde du travail et la Covid-19, qu'avant la pandémie, 57% seulement de la population active occupait un emploi, et environ 188 millions de personnes étaient sans emploi. La plupart des personnes ayant un emploi exerçaient leurs activités dans des secteurs diversifiés de l'économie informelle, on parle de trois travailleurs sur quatre, selon l'OIT. (Nations Unis, 2020).

Cette catégorie de travailleurs est particulièrement présente en Afrique (71,9%), dans les Etats arabes (63,9%), et en Asie (59,2%), avec de faibles taux de couverture sociale respectivement de 17,8%, 0% et 38,9% comme l'illustre le graphe ci-après :

Figure N° 3 : Travailleurs en danger, travail informel et protection sociale



Source : Organisation internationale du travail

Cette proportion assez importante des travailleurs à l'échelle mondiale, à hauteur de 50,5%, qui se trouve majoritairement dans les pays émergents et ceux en développement, a vu son revenu baisser de 60% dans le monde entier et de 80% en Afrique et en Amérique latine au

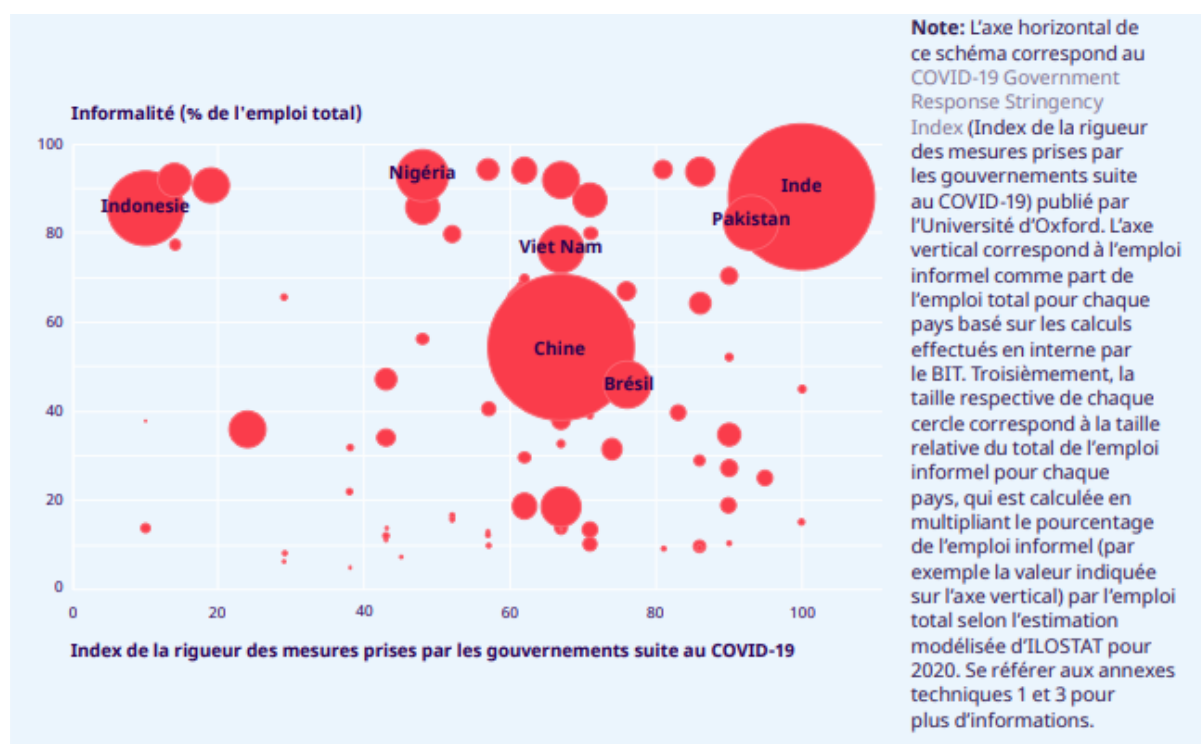
cours du premier mois de cette crise sanitaire. Il s'agit d'environ 1,6 milliard de travailleurs. (OIT, 2020).

Plusieurs secteurs de l'économie informelle sont directement impactés par les mesures de distanciation physique et de restriction de mobilité, parmi les plus importants on trouve le commerce de gros et de détail, abritant selon l'OIT un quart des emplois informels dans le monde. La majorité de ces vendeurs sont des marchands ambulants qui constituent le tiers des emplois informels dans les pays en voie de développement. Ajoutant à cela les petits artisans, les travailleurs des services (la restauration, les salons de coiffure et d'esthétique...), et aussi les agriculteurs.

L'arrêt d'activité pour cette catégorie de travailleurs signifie systématiquement absence de revenus. Ajoutant à cela, qu'ils ne disposent guère de couverture médicale ou sociale, ce qui rend l'accès aux services de santé encore plus difficile et limité.

Les travailleurs informels sont touchés dans certains pays plus que d'autres, dont l'Inde, le Nigéria et le Brésil. Le graphe ci-dessous publié par l'université d'Oxford, illustre la part de l'emploi informel dans l'emploi total ainsi que la taille de l'emploi informel pour chaque pays. (OIT, 2020)

Figure N° 4 : Les travailleurs informels sous confinement et sous d'autres mesures restrictives



Source : Organisation Internationale du Travail

On donne l'exemple de l'Inde, pays de contrastes où environ 400 millions de ces travailleurs risquent de vivre en dessous du seuil de pauvreté pendant cette crise. La plupart d'entre eux, ayant opté pour l'exode rural, se retrouvent obligés de retourner dans leurs villages d'origine.

Bien entendu, les pauvres sont les plus touchés par la pandémie. Après avoir enregistré une réduction significative de la pauvreté pendant ces dernières décennies, la conjoncture actuelle risque d'aller à l'encontre des efforts fournis en ce sens et d'entraver la réalisation des objectifs du développement durable. Selon les Nations Unis, le taux de pauvreté relative, représentant les travailleurs touchant mensuellement moins de 50% du salaire médian de la population générale, devrait s'accroître de 34 points de pourcentage à l'échelle internationale pour la population travaillant dans le secteur informel. L'OIT estime que le nombre de travailleurs pauvres pourrait augmenter de 35 millions de personnes. (OIT, 2020).

2. Retombées de la crise de la pandémie du Coronavirus sur l'économie marocaine :

Après trois mois de l'apparition du virus, le tour est venu pour le Maroc de détecter le premier cas du Coronavirus le 2 Mars 2020. Tout comme les autres pays, le Maroc a adopté de strictes mesures de confinement et de restriction de mobilité des personnes. Le gouvernement a été félicité d'anticiper les dégâts et de réagir rapidement vis-à-vis de la pandémie. Suite à l'évolution de la situation épidémique, le pays a décidé de commencer à lever le confinement à partir du 10 Juin 2020. Cependant, le royaume en subit toujours des conséquences lourdes sur les plans économique et social.

Selon le Haut Commissariat au Plan (HCP), l'économie marocaine a diminué de 13,8% au deuxième trimestre 2020 contre une légère hausse de 0,1% au premier trimestre. Ceci est le résultat d'une chute de 14,4% de la valeur ajoutée non-agricole et de 6% de celle de l'agriculture. Concernant le troisième semestre, il est prévu que l'activité économique s'établirait à - 4,6% contre +2,4% au troisième trimestre de l'année dernière. Une augmentation de la valeur ajoutée non agricole et celle agricole sont prévues pour s'établir respectivement à -4,1% et à -5,9%. (HCP, 2020).

Ces contractions se traduisent par la régression de la production des biens et services suite à la baisse de la demande intérieure.

Il a été souligné dans une note stratégique de l'impact social et économique de la crise du Covid-19 au Maroc que la consommation des ménages a diminué de 6,7% notamment en tout ce qui concerne les dépenses liées à l'habillement, le transport, la restauration, le tourisme,

etc. Cette baisse a impacté le volume des importations qui a baissé de 26,7% et aussi celui des exportations qui a baissé de 25,1%. (HCP, BM, NU, 2020).

D'un autre côté, les chaînes d'approvisionnement ont également été perturbées. Fortement lié à la Chine et aux autres pays asiatiques pour s'approvisionner en matières premières, le secteur du textile est parmi les premiers secteurs souffrant de la Covid-19. (HCP, BM, NU, 2020).

2.1 Tendances sectorielles nationales :

Concernant le secteur agricole, la direction des Etudes et des Prévisions Financières du Ministère de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration souligne dans sa note de conjoncture de Septembre 2020 que la production céréalière ayant augmenté à millions de quintaux pour l'année agricole 2019/2020, est en baisse de 39% par rapport à l'année dernière, et ce à cause des conditions pluviométriques défavorables au titre de cette année. Les exportations ont été négativement impactées par la Covid-19 et ont diminué par conséquent de 4,7% de Janvier à fin Juillet 2020. (DEP, 2020).

Pour ce qui est de la pêche, le volume des captures de la pêche côtière et artisanale a baissé de -7,5% au deuxième trimestre 2020. De plus, sa valeur ajoutée a augmenté de 5,2% au premier trimestre de 2020, contre 20,9% l'année dernière.

A l'opposé, et suite à l'atténuation des mesures du confinement, le secteur du BTP a repris cours depuis Juin 2020. Ceci a été mesuré par l'augmentation du volume de ventes de ciments de 18,6% en août, après une baisse de 15,8% entre Janvier et Août 2020.

En ce qui concerne le secteur manufacturier, la direction des Etudes et des Prévisions Financières note une dégringolade de l'indice de production de 21,4%. Ce dernier a reculé pour différents types d'industries, en premier lieu l'industrie du bois avec un déclin de 62,5% et l'industrie automobile qui a diminué de 57,1% suite à l'arrêt d'activité de Renault et PSA ayant impacté près de 180 000 employés dans ce secteur. (Bouanani, J. & Ladraa, S., 2020).

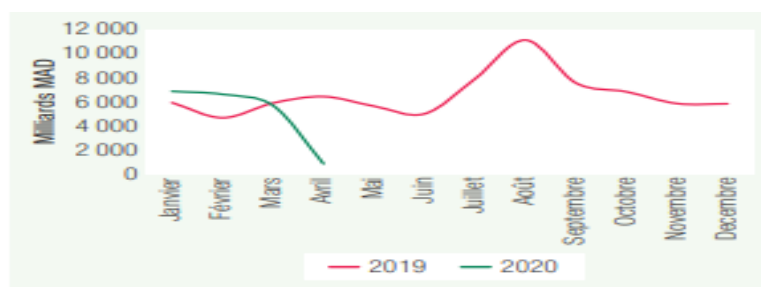
D'un autre côté, le recul en termes d'exportations a diminué, la DEPF souligne que les exportations pour l'industrie automobile étaient à -28,7% à fin Juillet après -33% à fin Juin, et à -29,5% après -34,9% pour l'industrie de textile et de cuir. (DEP, 2020).

Du côté du tourisme, ce secteur a subi des pertes sans précédent, atteignant les 18,3 milliards de dirhams, soit une diminution des recettes de 44,1%. En fin du deuxième trimestre 2020, les

arrivées de touristes ont diminué de 63,5%, et les nuitées dans les hôtels classés de 59,1%. (BM, 2020).

Ceci s'est répercuté sur les recettes touristiques. La Banque Mondiale illustre dans le graphe suivant, sur la base des données de l'Office des changes, la dégringolade des recettes touristiques en 2020 en comparaison avec celles de 2019. (BM, 2020)

Figure N°5 : Recettes touristiques entre 2019 et 2020



Source : Banque Mondiale à l'aide des données de l'Office des changes du Maroc.

Le secteur de transport a aussi connu un recul énorme suite à la fermeture des frontières et à la restriction des déplacements nationaux. Selon la DEPF, ledit secteur a connu une régression de sa valeur ajoutée de 2,6% au premier trimestre de cette année, alors que l'année dernière a enregistré une hausse de 6,4%. La crise sanitaire a frappé de plein fouet le trafic aérien, après l'arrêt quasi-total des vols. Celui-ci a enregistré une baisse de 81% en Juillet 2020, et de 78% en Septembre. (DEP, 2020)

La DEPF résume l'évolution de l'ensemble des activités primaires, secondaires et tertiaires comme suit :

Figure N°6 : Evolution des activités primaires, secondaires et tertiaires

	SECTEUR	2019	MAI 2020	JUIN 2020	JUIL 2020	AOÛT 2020	EVOLUTION CUMULEE
Activités primaires	Agriculture	●	●	●	●	●	●
	Pêche	●		●			●
Activités secondaires	Phosphates et dérivés	●	●	●	●		●
	Automobile	●	●	●	●		●
	Aéronautique	●	●	●	●		●
	Electronique	●	●	▲	▲		●
	Agroalimentaire	●	●	▲	▲		●
	Textile et cuir	●	●	●	●		●
	Energie électrique	●	●	●	▲		●
	BTP	●	●	▲	▲	▲	●
Activités tertiaires	Tourisme	●	●	●	●		●
	Transport	●	●	●	●		●
	Télécommunications	●	●	●	●	●	●

*: appréciation basée sur les derniers baromètres conjoncturels disponibles.

Source : Direction des Etudes et des Prévisions Financières du Ministère de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration

2.2 Impact de la crise du Covid-19 sur l'économie informelle au Maroc

L'économie informelle revêt un enjeu majeur pour le gouvernement marocain vu son ampleur et sa part importante dans l'économie du pays. Elle constituait et demeure un angle mort pour les politiques économiques et sociales.

Celle-ci est constituée de deux concepts clés : le secteur informel qui représente l'ensemble des entreprises opérant dans un cadre non législatif dont l'activité n'est pas déclarée, et l'emploi informel qui englobe et l'emploi dans le secteur informel, et l'emploi non protégé dans le secteur formel, notamment des employés n'ayant pas été déclarés par l'employeur et donc ne pouvant pas bénéficier de couvertures sociale et médicale. (François Roubaud, 2014).

Malgré sa contribution à l'économie marocaine à travers la production, la génération de revenus et la promotion d'emploi, elle constitue un grand défi vu ses effets négatifs sur les employés, les entreprises marocaines et l'Etat. La Confédération Générale des Entreprises au Maroc (CGEM), a réalisé en 2018 une étude sur l'économie informelle et son impact sur la compétitivité des entreprises. Cette étude note que l'économie informelle impacte les recettes publiques à travers le manque à gagner sur le plan fiscal ainsi qu'au niveau des cotisations sociales.

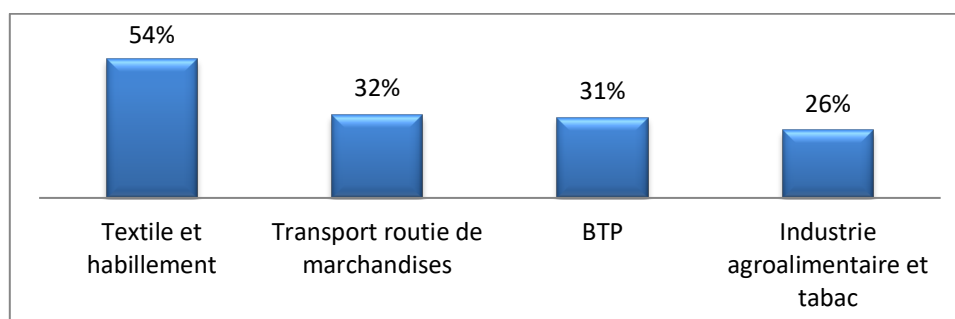
Du côté du monde d'affaires, une pression est exercée par celle-ci sur les prix de marché et des pertes sont engendrées au niveau du chiffre d'affaires pour les sociétés marocaines exerçant leurs activités dans le secteur formel. La création de valeur pour l'économie marocaine dans sa globalité est également impactée dans la mesure où le tissu industriel demeure mal structuré, l'amélioration de la productivité reste limitée ainsi que l'innovation car les entreprises informelles ne disposent pas de perspectives de croissance.

Pour les employés, l'économie informelle s'avère également nuisible car ils sont privés de tout avantage social et touchent un salaire faible, en moyenne 19% moins que le salaire moyen des travailleurs dans le secteur formel (BM, 2019). Ajoutant à cela que ces employés vivent dans l'instabilité, du fait qu'ils ne sont pas protégés par la loi et ne génèrent aucun revenu en cas d'arrêt d'activité. (CGEM, 2018).

En dépit des effets négatifs mentionnés ci-dessus, l'économie informelle joue un grand rôle dans la création de richesse du Maroc. Selon la CGEM, elle représente plus de 20% du PIB et est présente dans plusieurs secteurs, notamment dans le textile et l'habillement avec 54%, 31% dans le secteur du bâtiment, 32% dans le transport routier des marchandises et 26% dans le secteur agroalimentaire. (CGEM, 2018).

Le graphe ci-dessous illustre la répartition du poids de l'économie informelle sur les secteurs précités :

Figure N° 7 : Poids de l'économie informelle



Source : CGEM

En plus du poids important de l'économie informelle, celle-ci abrite près 4,3 millions de ménages, selon le ministre de l'Economie et des Finances. Cette proportion importante de travailleurs est assez fragilisée, en temps normal, compte tenu de ses faibles revenus et donc de son instabilité financière et de l'absence des avantages sociaux et de couverture médicale.

Cette catégorie a été la première victime des mesures strictes du confinement. Suite à la fermeture des petits commerces, des cafés, des restaurants et autre, plusieurs employés se sont retrouvés sans source de revenus, ni couverture sociale ou médicale, puisqu'ils ne sont pas déclarés.

Le HCP souligne dans son rapport « Répercussions de la pandémie Covid-19 sur la situation économique des ménages » issu d'une enquête menée du 15 au 24 juin auprès d'un échantillon de 2 169 ménages, que les deux tiers des actifs occupés ont arrêté temporairement de travailler soit 66,2%, dont 88% parmi les artisans et les ouvriers qualifiés et 79% les manœuvres agricoles. (HCP 2020- 2^{ème} panel Covid-19).

Cette crise a touché également les travailleurs indépendants, avec un taux de 74%. La majorité de ces travailleurs exercent leurs activités dans le secteur du BTP et en industrie avec des taux respectivement de 84% et de 75%. (HCP 2020- 2^{ème} panel Covid-19).

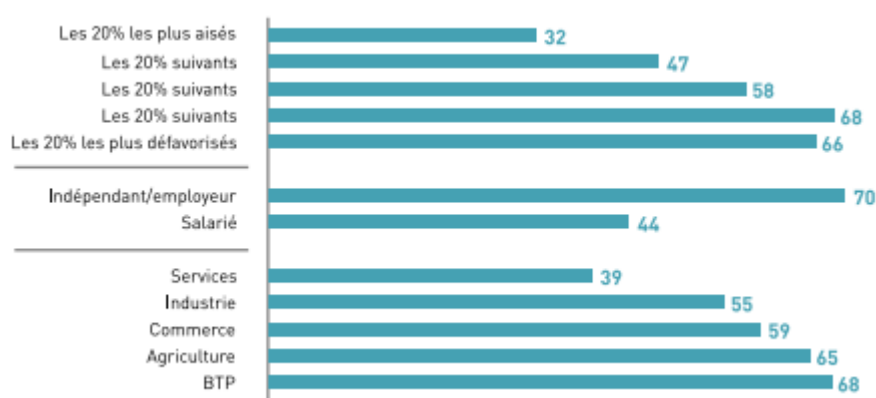
Une part importante aussi de ces travailleurs indépendants exerce son activité dans des milieux surpeuplés favorisant la propagation du virus. Faisant passer la santé de la population en premier, l'état décide la fermeture des marchés, synonyme d'arrêts d'activité de ces marchands et donc d'absence de revenus.

Ces mesures n'ont pas seulement eu d'impacts sur le milieu urbain mais aussi sur le milieu rural, dans la mesure où les agriculteurs, qui vendent leur récolte aux marchands dans le milieu urbain et ayant déjà été impactés par cette année agricole à faible pluviométrie, ont subi des pertes suite à la perturbation qu'a connu cette activité. (Banque mondiale, 2020). En début du mois d'Avril, la part des actifs occupés qui ont dû arrêter leur activité est estimée à environ 63,1% parmi les ruraux.

Par classe sociale, 40% des plus pauvres ont vu leur revenu baisser de 67%, tandis que 20% des personnes aisées ayant connu une baisse du revenu de 32%. %.(HCP 2020- 2^{ème} panel Covid-19).

Le graphe suivant résume les données mentionnées ci-dessus :

Figure N° 8 : Pourcentage de baisse des revenus de l'activité durant la période de confinement (en %)



Source : HCP -2020, 2^{ème} panel COVID-2019

Malheureusement, cette situation va à l'encontre des efforts du gouvernement dans la lutte contre la pauvreté et la précarité. Afin d'atténuer ces impacts négatifs, plusieurs mesures ont été adoptées au profit de cette couche sociale se trouvant à la base dans une situation précaire. Nous allons évoquer l'ensemble de ces mesures dans la quatrième partie de cet article.

3. Impact de la crise de la pandémie du Coronavirus sur les dépenses de consommation des ménages au Maroc

Suite aux déplacements limités de la population, à la baisse des revenus, comme discuté ci-dessus, et à la hausse des prix, les dépenses de consommation ont à leur tour fortement été impactées par cette crise sanitaire, dite aussi économique.

Le HCP affirme, dans son rapport issu de l'enquête menée auprès de 2169 ménages du 15 au 24 Juin, que cet impact a porté principalement sur les produits alimentaires de base notamment les fruits, les légumes, la farine, la viande rouge, le poisson, les produits laitiers, le sucre, etc.. 55% des ménages ont connu une baisse des dépenses de consommation de ces produits de base, 30% sont restés au même niveau de dépenses, et 19,6% les ont augmentés. (HCP, 2020).

27% des ménages ayant baissé leurs dépenses considèrent que la cause principale de cette diminution est la baisse des revenus. Ceci concerne essentiellement les viandes rouges et blanches, les légumes et les produits laitiers. En ce qui concerne les poissons, la raison principale chez certains ménages est l'insuffisance de l'offre, tandis que pour d'autres c'est l'accroissement des prix.

Cette baisse a été plus concentrée dans le milieu rural que dans le milieu urbain, et chez les ménages les plus pauvres avec un pourcentage de 20% de la population pauvre.

La Banque Mondiale indique que l'inflation est restée tout de même faible et contrôlée au Maroc, et ne concerne principalement que certains biens de consommation à titre d'exemple les produits alimentaires qui ont connu une hausse et les transports ayant connu un effet contraire. (HCP, 2020).

Néanmoins, Bank Al Maghreb souligne dans sa revue mensuelle de la conjoncture économique, monétaire et financière du mois d'Octobre 2020, qu'une augmentation mensuelle de 1,4% a été enregistrée au niveau de l'indice des prix à la consommation en Août 2020. Cette augmentation revient en principe à un accroissement de 8,5% des prix des produits alimentaires à prix volatils. (Bank Al Maghreb, 2020).

Les engagements financiers, notamment le loyer, les crédits immobiliers, les crédits de consommation et les redevances scolaires ont également été affectés. Parmi les charges ayant été payées en difficulté figurent en tête les charges médicales (39,5% des ménages), les factures d'eau et d'électricité (26,9%) et le loyer (23,7%). Tandis que 34,5% des ménages n'ont pas remboursé les crédits relatifs aux redevances scolaires, 28,5% n'ont pas remboursé les crédits à la consommation, et d'autres n'ont pas pu payer le loyer et les factures d'eau et d'électricité avec des taux respectivement de 26% et 25,5%. (HCP, 2020).

D'après les résultats de l'enquête du HCP, les raisons derrière la diminution des dépenses de consommation sont multiples, mais s'articulent principalement autour du manque de ressources financières, l'accroissement des prix et aussi la limitation des déplacements.

Nous posons l'hypothèse que le HCP s'est basé dans son étude sur le modèle suivant pour démontrer la causalité entre les variables citées et les dépenses de consommation des ménages. Le modèle se présente comme suit :

$$C = \alpha x + \beta z + \sigma d$$

Avec **c**, les dépenses de consommation des ménages, **x**, les revenus des ménages, **z**, l'inflation (indice des prix à la consommation) et **d**, les déplacements des individus.

Au troisième trimestre de l'année écoulée, les dépenses de consommation se sont redressées et leur baisse s'est atténuée à 10,8% contre -21,2% le trimestre dernier. (HCP, 2020). Ceci peut être expliqué par la reprise des activités et le quasi retour au rythme habituel de la vie.

4. Stratégie de riposte du Maroc face aux conséquences économiques de la pandémie du Covid-19 :

Conscient des effets lourds de cette crise sanitaire, le gouvernement marocain n'a pas tardé à se mobiliser et a pris une panoplie de mesures dans l'objectif d'atténuer les conséquences économiques de cette pandémie pour les entreprises, particulièrement les très petites entreprises, petites et moyennes entreprises (TPME), les salariés se retrouvant en arrêt d'activité, ainsi que les personnes travaillant dans le secteur informel notamment les travailleurs indépendants.

En guise de riposte, un compte d'affectation spéciale portant le nom « Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du coronavirus 19 - Covid 19 » a été créé sous les hautes directives royales.

Initialement doté d'une enveloppe de 10 milliards de Dhs du budget général de l'état, ce fonds a atteint en Juillet 2020 plus de 33 milliards de Dhs suite aux contributions des personnes physiques, morales, publiques et privées, dans le but de soutenir l'économie nationale, préserver l'emploi et atténuer les répercussions de la pandémie sur le plan social et armer le secteur de la santé des moyens et équipements médicaux et hospitaliers nécessaires pour affronter la crise sanitaire.

Une part de 7 milliards de Dhs a été déboursée au profit des salariés déclarés par leurs employeurs en arrêt temporaire de travail. L'indemnité a été fixée à 2000 Dhs en addition des allocations familiales et de l'AMO pour faire bénéficier 900 000 salariés dans le but de préserver une partie de leur pouvoir d'achat.

Concernant les travailleurs opérant dans le secteur informel, les mesures adoptées ont permis aux ménages affiliés au RAMED (Régime d'assistance médicale) de bénéficier d'une indemnité minimale de 800 Dhs et maximale de 1200 Dhs, et ce en fonction du nombre de personnes par ménage.

Les personnes non inscrites au registre du RAMED ont également reçu des transferts des mêmes montants. La liste de ces bénéficiaires a été issue des données collectées par les autorités marocaines, afin de veiller à ce que ces aides arrivent aux personnes cibles.

D'un autre côté, le comité de veille économique, chargé de la gestion du fonds, a décidé de reporter les échéances des crédits, de consommation et immobiliers, jusqu'au 30 Juin 2020.

En addition au Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du coronavirus 19 - Covid 19, un fonds d'investissement stratégique intitulé « Fonds Mohammed VI pour l'Investissement », d'une enveloppe de 15 milliards de Dhs du budget de l'Etat, a été créé afin de promouvoir l'investissement dans les domaines suivants : l'industrie, l'innovation, l'agriculture, le tourisme et les infrastructures de base.

5. Synthèse des travaux :

L'impact de cette crise sanitaire et économique a fait couler beaucoup d'encre, les chercheurs du monde entier se sont posés beaucoup de questions sur les retombées économiques de ladite crise et ont mené des réflexions profondes afin d'y remédier. Dans cette partie, nous allons mettre en avant quelques travaux de recherche relatifs à ce sujet. Les auteurs s'y intéressant estiment à l'unanimité les répercussions lourdes de cette pandémie tant à l'échelle nationale que mondiale. Selon Oudda, Y. Assaad Idrissi, M et Bennis, L. l'économie marocaine est frappée de pleins fouets à cause de sa forte dépendance des importations, des investissements directs de l'étranger ainsi que du tourisme. La demande intérieure a été affectée suite à l'arrêt d'un bon nombre d'activités. (Oudda, Y. Assaad Idrissi, M et Bennis, L. 2020)

En ce qui concerne les dépenses de consommation, dans certains travaux, deux scénarii de choc ont été défini en raison d'absence de données relatives à la baisse réelle de la consommation : l'un est pessimiste et l'autre optimiste. Dans ladite étude, il a été considéré que le niveau de consommation antérieure des fonctionnaires de l'Etat, les retraités et les rentiers est resté le même. Le choc a donc concerné les travailleurs du secteur privé en les divisant en deux groupes : ceux ayant continué d'exercer leur activité professionnelle, et ceux l'ayant arrêté temporairement. En scénario optimiste, il a été considéré que tous les salariés en

activité ont maintenu leur niveau de consommation, tandis qu'en scénario pessimiste, la baisse des dépenses de consommation pour cette catégorie est estimée à 25%. Les pourcentages de décroissement des dépenses de consommation restent plus élevés pour les personnes en arrêt temporaire d'activité. (Fekkaklouhail, S et Ikira, M., 2020).

En guise de réponse à cette crise, plusieurs actions ont été recommandées notamment au niveau de la politique budgétaire et monétaire à savoir accorder une importance spéciale aux secteurs de la santé, l'éducation et la couverture sociale dans les futures lois de finances, promouvoir les partenariats public-privé, rationaliser l'emploi du budget étatique et limiter le recours à l'endettement extérieur. (Oudda, Y. Assaad Idrissi, M et Bennis, L., 2020).

Pour d'autres auteurs, les programmes sociaux peuvent être une solution à la problématique du chômage et de diminution de revenus notamment le troisième programme de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain « Amélioration du revenu et inclusion économique des jeunes ». Grâce à ses axes, ce programme aidera les jeunes à décrocher un premier emploi pour ceux désirant en avoir un et leur assurera une bonne insertion dans le marché de travail. Concernant les personnes souhaitant créer leurs propres projets, ledit programme assure un accompagnement et encadrement dans les phases pré et post création, garantissant une pérennité du projet. (Bakour, C. et Ouassou, S., 2020).

Recommandations :

La pandémie du Coronavirus met les systèmes économiques, sociaux et les systèmes de santé à rude épreuve. De nombreuses défaillances et dysfonctionnements ont été démasqués même dans les pays les plus avancés. Le Maroc a essayé de combler les manques au niveau des services sociaux à travers les mesures entreprises mentionnées ci-dessus. Cependant, ces actions à vision court-termiste s'avèrent insuffisantes pour pallier à des problèmes dont souffre le pays depuis des décennies.

Pour ce, nous proposons les recommandations suivantes de pensée stratégique sur le long terme:

-Promouvoir, développer et renforcer l'industrie locale et l'investissement national afin d'assurer une autosuffisance et devenir moins dépendants des marchés internationaux et donc d'éviter le risque de perturber les chaînes d'approvisionnement. Il est donc recommandé d'encourager les investisseurs nationaux en assouplissant les procédures administratives et en offrant plusieurs avantages aussi bien sur le plan fiscal que sur le plan juridique ou financier.

La création des projets industriels permettra également de promouvoir l'emploi et de lutter contre le chômage dont le taux est actuellement établi à 12,7%, un accroissement record comparant au taux de chômage enregistré au troisième trimestre 2019 qui était de 9,4% (HCP, Septembre 2020).

-Profiter de la situation géographique du Maroc, et des opportunités offertes par la relocalisation effectuée par un bon nombre de sociétés multinationales et améliorer le climat d'affaires pour une meilleure attractivité territoriale vis à vis des investisseurs étrangers.

-Adopter l'économie sociale et solidaire (ESS) comme pilier de relance de l'économie du Maroc en commençant d'abord par le renforcement des acteurs de l'ESS notamment les associations, les coopératives, les groupements d'intérêt économique (GIE) et les mutuelles. Cette stratégie a déjà été adoptée par l'Etat à travers l'implication du tissu associatif dans ses différents programmes notamment l'Initiative Nationale pour le Développement Humain, néanmoins, ces structures restent faibles du côté managérial et en matière de gestion de projets. Pour ce, il est fortement recommandé d'organiser des sessions de formation au profit desdits acteurs et d'effectuer un suivi de proximité des projets et des actions menées dans ce cadre, en vue d'améliorer la qualité de ces derniers, augmenter les revenus des bénéficiaires et promouvoir l'emploi.

-Ancrer l'esprit d'entrepreneuriat chez les jeunes, en développant leur créativité, leurs capacités techniques ainsi que leurs soft skills, et en les encourageant à débiter leur propres projets à travers l'élaboration des programmes de financement des projets au profit des jeunes et d'octroi de crédits d'investissement. Ceci a déjà été mis en œuvre notamment à travers le troisième programme de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain « Inclusion économique des jeunes » et le Fonds de soutien à l'entrepreneuriat « Intilaka ». Cependant, l'état est appelée à assouplir les conditions de financement et les procédures relatives à ces programmes et à réduire les délais de financement et d'exécution des projets.

-Œuvrer dans la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle par l'incitation des travailleurs indépendants à exercer leurs activités dans la formalité en réduisant les coûts de cette transition et en leur procurant plus d'avantages sociaux. L'utilisation de la technologie dans ce sens s'avère également nécessaire. En s'inspirant des pratiques adoptées par les pays de l'Amérique de Sud, notamment le Pérou, un système électronique peut être introduit, par le biais duquel les employeurs déclarent chaque mois des informations relatives aux employés, les prestataires de service et les retraités à la Direction Générale des Impôts.

Grâce à ce système, l'informalité a considérablement diminué au Pérou en créant 276 000 emplois formels. (Banque Mondiale, 2018)

Conclusion

La crise sanitaire du Coronavirus a bouleversé le système économique mondiale tant sur le plan macroéconomique que microéconomique. Le bouleversement des chaînes de valeurs à l'échelle internationale nous a poussés à repenser la mondialisation, s'avérant être une arme à double tranchant. De plus, cette pandémie a montré les forces et les faiblesses dans les secteurs piliers de toute nation, même celles les plus avancées et les plus développées. En revanche, en guise d'atténuation de ces effets, les dirigeants se mobilisent afin de trouver des solutions sur le court, moyen et le long terme visant à renforcer ces bases fragiles.

Les effets de cette crise traités dans cette étude se sont un peu estompés suite à la stratégie de riposte adoptée ainsi que l'atténuation des mesures du confinement depuis le mois de Juin. Certains secteurs ont connu de légères augmentations au niveau de leurs valeurs ajoutées. Cependant, vu l'évolution de la situation épidémique, le déconfinement ne s'est pas effectué de manière complète mais partielle, donc les économies formelle et informelle en subissent toujours les conséquences. Le pays est toujours sous couvre-feu et quelques activités sont en arrêt complet d'activité.

A présent, une lueur d'espoir est entrain de jaillir vu que le Royaume se dirige vers une large campagne de vaccination. Les dirigeants prévoient de lever les mesures de confinement dans quelques mois. Cependant, on avance toujours vers un avenir incertain. Plusieurs interrogations se posent sur l'efficacité du vaccin et sur la vie après la pandémie.

Pour ce, afin de se préparer à toute sorte de situations, l'état est appelé à tracer une feuille de route, à revoir sa politique budgétaire et monétaire, établir un plan d'action visant à redresser l'économie marocaine, surtout les secteurs les plus touchés par la pandémie, prioriser les services sociaux en améliorant l'efficacité des dépenses publiques, et en leur accordant plus d'importance lors des futures lois de finances. L'Etat doit également veiller sur la protection des personnes vulnérables en situation de précarité dans le cadre des programmes dédiés à la lutte contre la pauvreté.

Certes, le gouvernement a fourni des efforts considérables afin de remédier aux retombées socioéconomiques de la pandémie et a placé l'économie informelle en tête des actions prioritaires. Cependant, nous nous demandons si les mesures adoptées en ce sens sont



nécessaires au redressement de la situation des travailleurs indépendants, leur permettront-elles de se protéger de toute situation délicate ou crise imprévue ? Pourront-ils d'une couverture sociale dans l'avenir ? L'état serait-il capable d'assurer la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle ?

BIBLIOGRAPHIE :

- Auriane, G. & Sansonetti, P. (2015). Le retour des épidémies, PUF.
- Bakour, C & Ouassou, S. (2020). Les politiques sociales en contexte du COVID -19 : INDH « Le programme d'amélioration du revenu et inclusion économique des jeunes ». Revue Internationale du Chercheur, volume 1 numéro 2.
- Bank Al Maghrib (2020). Revue mensuelle de la conjoncture économique, monétaire et financière. Octobre 2020.
- Banque mondiale (2020). Global economic prospects.
- Banque Mondiale (2020). Rapport de suivi de la situation économique au Maroc.
- Banque mondiale (2018). Sortir du piège du travail informel grâce à la technologie.
- Bouanani, J. & Ladraa, S. (2020). Relance économique pendant l'état de crise sanitaire COVID 19 : Etude d'impact sur l'activité des entreprises industrielles au Maroc. Revue Française d'Economie et de Gestion, volume 1 numéro 2.
- Commission de l'économie et de la sécurité (ESC), assemblée parlementaire de l'OTAN (2020). Rapport spécial : les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19.
- Confédération Générales des Entreprises du Maroc (2018). L'économie informelle : Impacts sur la compétitivité des entreprises et propositions de mesures d'intégration.
- Direction des Etudes et des Prévisions Financières du Ministère de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration (2020). Note de conjoncture. Septembre 2020.
- Eurostat (2020). Communiqué de presse : Insertion des estimations du PIB pour les États membres.
- Fekkaklouhail, S & Ikira, M. (2020). Impact du Covid-19 sur la situation économique de la population marocaine. Crise sanitaire et répercussions économiques et sociales au Maroc : évaluations et analyses d'un collectif de chercheurs. Revue Réflexions Économiques. Août 2020.
- Fonds Monétaire International (2020). Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale.
- Haut-Commissariat au Plan (2020). Note de conjoncture. Octobre 2020.
- Haut-Commissariat au Plan (2020). Répercussions de la pandémie Covid-19 sur la situation économique des ménages.



- Haut-Commissariat au Plan, Système des Nations Unies au Maroc et Banque mondiale (2020). Note stratégique : Impact social et économique de la crise du Covid-19 au Maroc.
- Kuma, J. K. (2020). L'économie mondiale face à la pandémie de la Covid-19 : état des lieux, analyses et perspectives. Archive ouverte hal.
- Nations Unis (2020). Note de synthèse : le monde du travail et la Covid-19.
- Organisation Internationale du Travail (2020). Évaluation rapide de l'impact du COVID-19 sur l'économie informelle dans les pays en développement et émergents.
- Organisation Internationale du Travail (2020). Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail. Deuxième édition, Estimations actualisées et analyses.
- Oudda, Y. Assaad Idrissi, M & Bennis, L. (2020). Les retombées de la crise sanitaire Covid-19 sur l'Economie Marocaine. Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit, volume 4 numéro 2.
- Roubaud, F. (2014). L'économie informelle est-elle un frein au développement et à la croissance économiques ? Revue Regards croisés sur l'économie 2014, volume 1 numéro 14.